

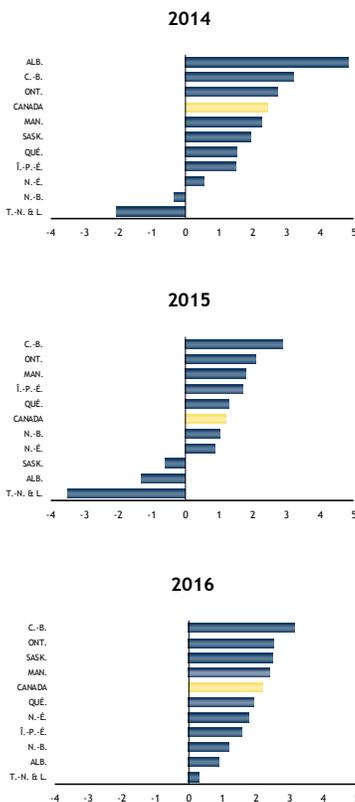
PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2015

Des différences régionales qui devraient diminuer en 2016

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

- Selon nous, la divergence des conditions entre les provinces productrices et consommatrices de pétrole persistera pendant la majeure partie de 2016, mais le contraste devrait être moins marqué qu'en 2015, compte tenu de la légère hausse prévue des cours de l'or noir.
- Comme les réductions des investissements dans le secteur de l'énergie devraient s'atténuer en 2016, une importante source de faiblesse dans les provinces productrices de pétrole aura un impact moindre. Nous prévoyons que la croissance redeviendra positive en Alberta (0,9 %), en Saskatchewan (2,5 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (0,3 %), après qu'elle soit devenue négative en 2015. Dans le cas de la Saskatchewan, et dans une moindre mesure de l'Alberta, le retour à une croissance positive reflète aussi l'hypothèse de conditions de végétation plus normales pour l'agriculture après la sécheresse qui a nui aux récoltes en 2015.
- À notre avis, les avantages résultant de la faiblesse des cours du pétrole, de la dépréciation du dollar canadien et de la progression robuste de l'économie américaine se feront davantage sentir en 2016, ce qui favorisera des taux d'expansion un peu plus élevés dans la majorité des provinces consommatrices et exportatrices de pétrole en 2016 par rapport à 2015.
- Nous croyons que la Colombie-Britannique finira au sommet du classement de la croissance par province pour une deuxième année consécutive en 2016, grâce à un taux de 3,1 %. Viendront ensuite l'Ontario (2,5 %), la Saskatchewan et le Manitoba (2,4 %), qui dépasseront la moyenne nationale de 2,2 %, et sous celle-ci, le Québec (1,9 %), la Nouvelle-Écosse (1,8 %), l'Île-du-Prince-Édouard (1,6 %), le Nouveau-Brunswick (1,2 %), l'Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Nos prévisions relatives au PIB réel des provinces en 2015 ont généralement peu changé par rapport à celles parues dans le numéro de septembre de la publication Perspectives provinciales. Nous continuons de prévoir des reculs à Terre-Neuve-et-Labrador (-3,5 %, revu en baisse par rapport à -3,0 % auparavant), en Alberta (-1,3 %, inchangé) et en Saskatchewan (-0,6 %, inchangé). Nous conservons également des prévisions de croissance positive pour toutes les autres provinces, à commencer par la Colombie-Britannique (2,9 %, inchangé), l'Ontario (2,1 %, inchangé) et le Manitoba (1,8 %, revu en baisse par rapport à 2,3 %).
- Le présent numéro de Perspectives provinciales renferme nos prévisions pour 2017. Nous prévoyons une poursuite de la reprise dans les provinces productrices de pétrole et un rétrécissement de l'écart par rapport aux provinces consommatrices, même si le taux de croissance de la Saskatchewan devrait baisser un peu (à 1,8 %) en raison d'une contribution moins grande attendue du secteur agricole. En 2017, la Colombie-Britannique restera encore, selon nous, la province affichant la plus forte croissance économique (2,9 %), suivie de plus près toutefois par l'Ontario (2,7 %), l'Alberta (2,7 %) et le Manitoba (2,6 %).

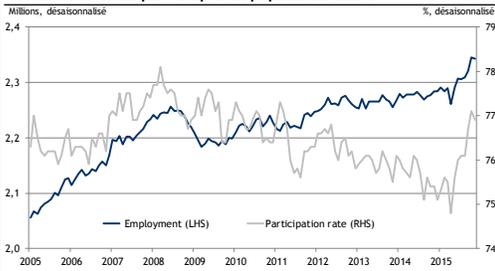
Le processus de reprise devrait commencer en 2016 dans les provinces frappées par le plongeon des cours du pétrole...

Manifestement, l'année 2015 a été difficile pour les régions du Canada qui produisent du pétrole. En fait, nous croyons que les trois provinces productrices de pétrole ont subi une contraction économique. Heureusement, une importante source de faiblesse, à savoir de fortes compressions des investissements dans le secteur de l'énergie, devrait s'estomper en 2016, ce qui aidera ces provinces à renouer avec une croissance positive. Nous nous attendons à ce que le secteur pétrolier continue de mettre l'accent sur la conservation de liquidités à court terme, mais une hausse graduelle des prix du pétrole devrait lui procurer un certain répit. Selon l'hypothèse de travail de RBC, le prix moyen du pétrole de référence WTI, qui était de 51 \$ US le baril en 2015, grimpera à 57 \$ US en 2016 et à 65 \$ US en 2017. Une telle évolution contribuerait à réduire les pressions visant une compression accrue des investissements, surtout à la lumière des réductions de près de 40 % déjà effectuées en 2015. Néanmoins, du fait de la baisse des dépenses d'investissement et des pertes d'emplois provoquées par le repli dans le secteur de l'énergie, les provinces productrices de pétrole resteront confrontées à des défis importants, ce qui aura pour effet selon nous de maintenir la croissance à de faibles niveaux dans la plupart de ces provinces en 2016. Toutefois, la Saskatchewan fera probablement exception, car sa croissance sera stimulée plus fortement par une reprise de la production agricole, qui a été amoindrie par une grande sécheresse en 2015.

...tandis que des contreponds positifs se manifesteront plus fortement dans d'autres provinces

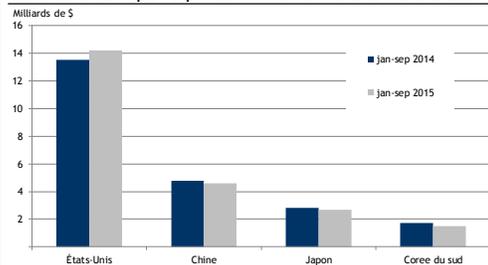
Dans les régions canadiennes consommatrices de pétrole, nous prévoyons une accélération généralisée du taux de croissance économique en 2016 par rapport à 2015, car les contreponds positifs attribuables à la baisse des prix du carburant, à la dévaluation du dollar canadien et au raffermissement de l'économie américaine gagneront en influence. Dans une certaine mesure, l'accroissement prévu des retombées économiques en 2016 constituerait une réponse un peu tardive au sein de provinces comme l'Ontario et le Québec, où les exportations n'ont pas connu un essor aussi grand que ce que nous avons anticipé en 2015. Comme certains facteurs temporaires (mauvaises conditions climatiques, grèves portuaires dans l'ouest des États-Unis) qui ont miné les exportations en 2015 sont toutefois peu susceptibles de se reproduire en 2016, nous croyons que les conditions sont réunies pour une plus grande contribution du commerce extérieur dans ces provinces.

Colombie britannique : emploi et population active



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie britannique : exportations internationales de marchandises



Source : Industrie Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	2,5	2,1	3,2	2,9	3,1	2,9
PIB nominal	2,1	2,3	4,7	4,5	4,8	5,2
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,3	1,8	0,7
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	6,0	5,8	5,8
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	6,8	4,7	3,9
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	32 200	33 000	27 500
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	2,1	1,7

Laura Cooper
Économiste

Toujours au premier rang

L'augmentation des prix des propriétés et le raffermissement du marché du travail continuent d'offrir des conditions favorables aux ménages de la Colombie-Britannique. Les dépenses de consommation ont été à la base d'un taux de croissance du PIB réel en 2015 qui devrait dépasser celui de toutes les autres provinces. La hausse vertigineuse des prix des maisons et la réduction attendue de la stimulation monétaire à la fin de 2016 poseront des défis aux grands marchés immobiliers de la province, même si une solide croissance des exportations découlant d'une amélioration continue de l'économie américaine et des effets positifs persistants du repli du dollar canadien devrait servir de point d'ancrage à l'activité économique en 2016. Nous prévoyons que le taux de croissance du PIB réel s'établira à 2,9 % en 2015 et qu'il s'accélélera légèrement jusqu'à 3,1 % en 2016. Notre prévision initiale pour 2017 laisse entrevoir un rythme de croissance encore solide de 2,9 %.

Les marchés résidentiels effervescents risquent de surchauffer...

L'activité résidentielle reste très favorable aux vendeurs, puisqu'une contraction de l'offre est évidente dans près des deux tiers des marchés du logement de la province. Les nouvelles inscriptions ont évolué latéralement en 2015, tandis que les ventes d'unités résidentielles ont atteint en octobre 2015 leur niveau le plus élevé depuis juillet 2007. Par conséquent, la progression annuelle des prix a atteint plus de 10 % dans des marchés tels que Vancouver et devient de plus en plus insoutenable. En raison de pressions à la hausse sur les taux d'emprunt attendues en 2016, l'accessibilité au logement devrait devenir encore plus restreinte et miner de plus en plus la demande des acheteurs. Néanmoins, on s'attend à ce que l'offre reste limitée à court terme, ce qui favoriserait une nouvelle appréciation des propriétés, mais à un rythme moindre.

...mais les gains d'emplois devraient être les plus élevés au pays...

Grâce à de solides gains dans le secteur public, la Colombie-Britannique a créé plus d'emplois en chiffres nets que toute autre province de janvier à novembre, soit près de 60 000 postes. Des perspectives prometteuses ont encouragé de nouveaux venus à entrer dans la population active, faisant bondir le taux de participation à son niveau le plus élevé en près de trois ans. Un raffermissement des gains d'emplois devrait continuer d'attirer de nouveaux arrivants dans la province, puisqu'on s'attend à ce que la progression de l'emploi soit suffisante pour faire reculer le taux de chômage à 5,8 % en 2016 par rapport à 6,0 % en 2015. Le flux des personnes qui reviennent de la province voisine de l'Alberta restera sans doute élevé. Il contribuera à compenser une forte baisse du nombre d'étrangers s'installant dans la province et à soutenir l'accélération de la croissance de la population apparue à la fin de 2015.

...grâce au soutien accru des exportations de marchandises attendu en 2016

Sur le plan du commerce extérieur, les expéditions vigoureuses de bois d'œuvre vers les États-Unis ont été accompagnées d'un déclin des exportations nominales de marchandises vers les trois autres principaux partenaires commerciaux de la province (Chine, Japon, Corée du Sud) depuis le début de 2015. En raison d'une baisse des expéditions nominales de charbon, de cuivre et de gaz naturel par rapport à l'an dernier, les exportations internationales de la province sont restées faibles, ayant crû de seulement 0,6 % de janvier à septembre. Le renforcement prévu de l'activité économique aux États-Unis en 2016 ainsi qu'une modeste remontée des prix des marchandises sous-tendent notre prévision d'une amélioration des secteurs axés sur l'exportation. On s'attend aussi à ce que l'achèvement de la fonderie d'aluminium à Kitimat, conjugué à l'accroissement de la production dans d'autres installations, permette une contribution plus élevée de ce segment à l'économie en 2016.

L'effondrement... sans la montée en flèche suivante

Nos prévisions restent prudentes pour l'économie de l'Alberta, puisque nous tablons sur une atonie persistante de la croissance en 2016 après une contraction de l'activité économique (croissance prévue du PIB réel de -1,3 %) en 2015. La politique budgétaire devrait aider à neutraliser, quoique légèrement, certains des vents contraires auxquels la province fait face. Les mesures de stimulation annoncées récemment par le gouvernement albertain ont d'ailleurs entraîné une révision de notre prévision de croissance du PIB réel en 2016 (à 0,9 %, contre 0,6 % dans la publication de septembre). La situation reste toutefois instable, car l'amélioration de la croissance en 2016 et en 2017 repose sur un raffermissement modeste des prix du pétrole brut, sans lequel l'activité économique pourrait rester anémique.

Une faiblesse qui s'étend aux secteurs non liés à l'énergie...

La longue période de faiblesse des prix du pétrole brut a une incidence négative plus forte sur la demande intérieure du secteur privé à la fin de 2015 que ce que l'on pouvait voir au début de l'année. Le repli des ventes au détail s'est accéléré en 2015, principalement en raison d'un déclin marqué des ventes de véhicules automobiles et d'essence (qui représentent ensemble plus de 40 % des ventes au détail nominales). La faiblesse s'est intensifiée dans les marchés résidentiels de la province et les reventes de maisons ont chuté en regard des niveaux de l'an dernier à Calgary et à Edmonton (baisses respectives de 36,4 % et 16,5 % en octobre). L'ajustement de l'offre dans ces marchés a aidé à contenir la baisse des prix. Cependant, comme les ventes de logements devraient rester anémiques en 2016, les prix resteront sans doute, dans l'ensemble, en territoire négatif dans la province en 2016.

...et un recul de l'emploi qui devrait persister

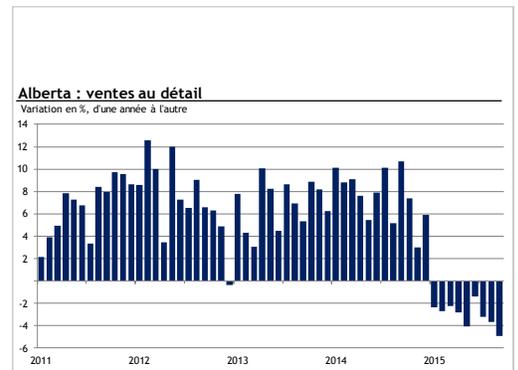
L'embauche dans le secteur privé a fortement diminué de janvier à novembre 2015 et de nouvelles baisses sont attendues, car les sociétés restent confrontées à des pressions sur les coûts. L'emploi global dans la province n'a glissé que légèrement sous les niveaux de l'an dernier grâce à l'embauche dans le secteur public qui a largement absorbé les capacités excédentaires. Cependant, comme ce rythme de progression ne pourra être maintenu dans ce secteur, un déclin global de l'emploi devrait prédominer en 2016. De nouvelles pressions à la hausse sur le taux de chômage de la province devraient donc se concrétiser. Nous prévoyons que le taux de chômage de l'Alberta grimpera à 6,9 % en 2016, dépassant la moyenne nationale pour la première fois depuis 1988.

La production pétrolière devrait rester robuste

Les exploitants de sables bitumineux ont maintenu l'approvisionnement en 2015, de sorte que la production totale de pétrole brut de janvier à août a dépassé de 6,7 % les niveaux enregistrés pendant la même période en 2014. Comme l'apport d'un certain nombre de projets d'envergure s'accélénera, la production tirée de sables bitumineux devrait continuer de croître en 2016. La production future dans la province sera liée à un plan climatique publié à la fin de novembre. Les détails donnés lors de l'annonce ont levé certaines incertitudes qui planaient sur le secteur énergétique de la province. Un prix a notamment été fixé pour les émissions de carbone : à compter du 1er janvier 2017, ce prix sera de 20 \$ la tonne, et il passera à 30 \$ en 2018.

Les mesures de relance budgétaire devraient apporter un certain appui

Le 27 octobre 2015, le gouvernement de l'Alberta s'est attaqué à la dure réalité économique à laquelle la province fait face en déposant son budget 2015. Une insuffisance budgétaire record de 6,1 milliards de dollars est prévue pour 2015-2016, car les revenus provenant de ressources non renouvelables sont particulièrement minés par l'effondrement des prix du pétrole. Des investissements dans l'infrastructure de l'ordre de 34 milliards de dollars sont prévus sur une période de cinq ans et devraient donner un élan additionnel à l'activité économique à compter de 2016 et en 2017.



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

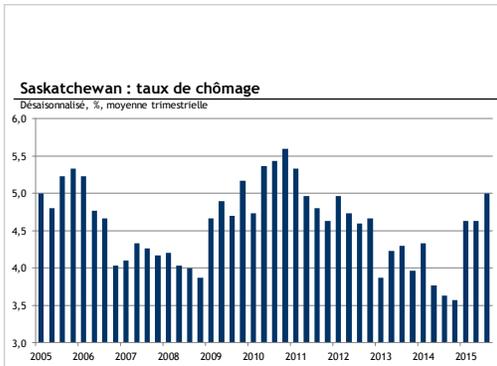


Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

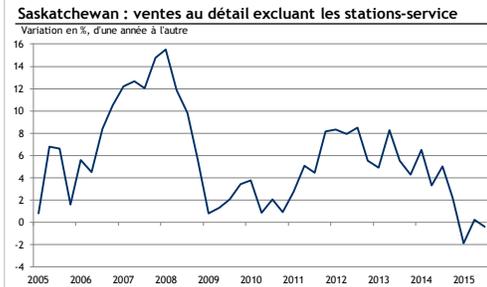
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,9	5,1	4,8	-1,3	0,9	2,7
PIB nominal	4,3	10,2	9,1	-8,8	5,2	7,5
Emploi	3,5	2,5	2,2	1,3	-1,1	1,6
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	5,9	6,9	5,7
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-3,1	1,3	3,2
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	37 100	29 300	32 500
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,1	1,8	1,7

Laura Cooper
Économiste



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,7	5,8	1,9	-0,6	2,5	1,8
PIB nominal	4,2	7,1	-0,9	-3,9	5,4	5,4
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,5	1,0	1,0
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	5,0	5,8	4,8
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-2,6	2,9	3,8
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 000	6 000	6 500
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	2,4	2,5

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Le secteur agricole devrait aider l'économie à renouer avec la croissance en 2016

L'économie de la Saskatchewan a manifestement été confrontée à des défis importants en 2015, le secteur de l'énergie de la province devant composer avec une forte baisse des prix du pétrole. Cependant, nous nous attendons à une amélioration de la situation générale en 2016, essentiellement grâce au rebond anticipé dans le secteur agricole. Plusieurs indicateurs économiques témoignent des difficultés que la province a connues en 2015. Le taux de chômage a grimpé à 5,6 % en octobre, son niveau le plus élevé en cinq ans, ce qui représente une différence assez considérable par rapport au taux de 3,6 % enregistré au dernier trimestre de 2014. Cette détérioration des conditions sur le marché du travail s'est répercutée sur les secteurs tributaires des ménages. Par exemple, les ventes au détail ont fléchi en moyenne de près de 1 % au cours des trois premiers trimestres de 2015 en valeur nominale (et excluant les ventes d'essence). Les biens à prix élevé, comme les nouveaux véhicules automobiles, ont été particulièrement mis à mal, les ventes unitaires ayant reculé de 5,3 %. Le marché du logement est un autre secteur qui a été touché, les reventes de maisons ayant baissé de plus de 12 % au cours des 10 premiers mois de 2015.

Une faiblesse moindre dans le secteur de l'énergie en 2016 et...

Des données économiques généralement faibles confirment notre opinion selon laquelle le PIB réel global de la province diminuera de 0,6 % en 2015, après un modeste gain de 1,9 % en 2014 et une envolée de 5,8 % en 2013. Ce repli de la croissance en 2015 reflète en partie l'incidence de la baisse des prix du pétrole et les réductions correspondantes des investissements dans le secteur de l'énergie de la province. De telles compressions dans le secteur énergétique ont aussi probablement contribué à la chute marquée de plus de 10 % des ventes du secteur manufacturier de la province. Le début d'un redressement modeste des cours du pétrole que nous entrevoyons en 2016 devrait limiter, bien que partiellement, un nouveau déclin des investissements l'an prochain.

...une reprise dans le secteur agricole devraient permettre un retour à une croissance positive du PIB l'an prochain

Le recul prévu de la croissance du PIB réel en 2015 reflète aussi, dans une large mesure, une faiblesse de la production végétale attribuable à la sécheresse. Selon un sondage publié récemment par Statistique Canada, la production des trois principales cultures de la province (blé, canola et orge) demeurera inchangée après avoir plongé de 21 % en 2014. Une chute marquée avait été annoncée pour 2015 par des données précédentes, mais des précipitations à la fin de la saison de croissance ont aidé à atténuer le recul prévu. Nous prévoyons une contribution nulle de la production agricole en 2015. En 2016, la normalisation présumée des conditions de croissance devrait entraîner selon nous une forte hausse de la production agricole de 8 %. Pour 2017, nous tablons sur un nouveau gain de 2 % dans le secteur. Grâce à ces perspectives pour le secteur agricole, nous entrevoyons un rebond de la croissance globale du PIB réel de la province à 2,5 % en 2016, mais un repli à 1,8 % en 2017.

La production de potasse augmente malgré la faiblesse des prix

L'essoufflement de la croissance du PIB réel en 2015 est atténué par des signes montrant que la production de potasse a crû fortement pendant une bonne partie de l'année. Les données pour les neuf premiers mois de l'année laissent entrevoir une hausse de la production de 10 % en 2015, par rapport à un gain de 6 % en 2014. Cette accélération a eu lieu malgré un recul des prix de la potasse. Néanmoins, à cause de ces faibles prix, des réductions de production ont été annoncées au quatrième trimestre de 2015. Les perspectives d'accroissement de la production sont donc moindres en 2016 et en 2017.

Le dynamisme devrait s'accroître alors que la croissance se généralise parmi les secteurs

Les données sur l'activité manufacturière au Manitoba dénotent une grande divergence entre les sous-secteurs jusqu'à maintenant en 2015. De plus, la mesure globale affiche une faiblesse décevante en raison d'un repli dans certains segments. Parmi les segments les plus faibles figurent ceux de la machinerie et des métaux usinés, qui ont subi des déclinés considérables de plus de 10 % au cours des neuf premiers mois de 2015. Cette faiblesse s'explique probablement par les répercussions du repli du secteur de l'énergie en Alberta et en Saskatchewan. En revanche, des sous-secteurs tels que le matériel de transport et les meubles se montrent très robustes et devraient enregistrer des hausses de plus de 10 % en 2015. Cette vigueur indique que certains segments manufacturiers de la province réagissent au raffermissement de l'économie américaine et au recul du dollar canadien (les exportations hors énergie du Manitoba ont augmenté de 5,8 % en valeur nominale au cours des 10 premiers mois de 2015). Malheureusement, les gains dans ces segments ne suffisent pas à éclipser en entier la faiblesse observée ailleurs et nous prévoyons donc un déclin de la production manufacturière totale de 2 % en 2015. Il s'agit d'une nouvelle révision à la baisse par rapport à la hausse de 2 % sur laquelle nous tablions en septembre. Pour l'avenir, nous nous attendons à ce que l'incidence négative du secteur de l'énergie s'atténue et que les facteurs positifs finissent par l'emporter. Cette évolution permettra à l'ensemble du secteur manufacturier de retrouver une croissance positive, même si nous avons abaissé de 4 % à 3 % le gain prévu pour 2016.

Le profil de croissance a été revu à la baisse, mais une tendance haussière reste prévue

La diminution de la croissance prévue du secteur manufacturier est un facteur clé qui nous a incités à réduire nos prévisions de croissance du PIB réel pour la province de 2,3 % à 1,8 % pour 2015 et de 2,7 % à 2,4 % pour 2016. Cependant, nous nous attendons à ce que l'accélération plus forte de la croissance du PIB réel soit simplement retardée jusqu'en 2017 et qu'elle atteigne alors 2,6 %.

L'agriculture alimentera la croissance

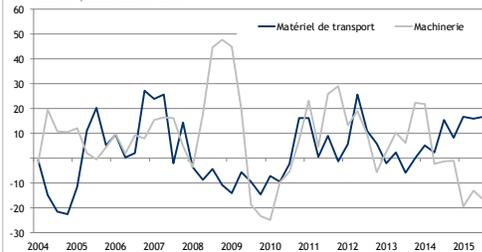
Contrastant avec la sécheresse qui a entravé la production agricole en Saskatchewan et en Alberta en 2015, les niveaux d'humidité se sont révélés suffisants au Manitoba et ont permis une augmentation des récoltes de céréales et d'oléagineux en 2015. Selon des données de Statistique Canada, les deux principales cultures de la province devraient croître globalement de 9 % en 2015. Ce gain fait suite à un recul de 23 % en 2014, attribuable au fait qu'une récolte exceptionnelle avait été obtenue en 2013 (la production ayant alors bondi de 36 %). La faiblesse des prix des céréales et des oléagineux à l'échelle mondiale, causée par des récoltes abondantes hors du Canada, modérera toutefois l'incidence positive de l'accroissement de la production sur les revenus agricoles en 2015.

Le rythme des dépenses de construction devrait diminuer

Les éléments sont en place pour une croissance continue des activités de construction au Manitoba au cours de la période envisagée. Nous prévoyons toutefois que le rythme ralentira à 4 % en 2015 en raison de la fin de certains grands projets d'investissements, comme un important complexe abritant un hôtel et des bureaux à Winnipeg et l'agrandissement du RBC Convention Centre de Winnipeg, qui ont contribué à une très forte hausse de 20 % en 2014. Malgré tout, compte tenu des dépenses liées à deux projets de Manitoba Hydro (la ligne de transport d'énergie Bipole III et le projet de Keeyask qui comprend des infrastructures et une centrale), les dépenses de construction dans la province bénéficieront selon nous d'un bon soutien et ont de bonnes chances d'augmenter encore en 2016 et en 2017. En matière d'investissements, nos prévisions concordent avec le sondage sur les projets de dépenses en immobilisations publié par Statistique Canada au début de 2015. Celui-ci indiquait que les entreprises prévoient accroître leurs dépenses en capital de 5 % en 2015, soit plus que la moyenne nationale, après une envolée de 25 % en 2014.

Manitoba : ventes des fabricants

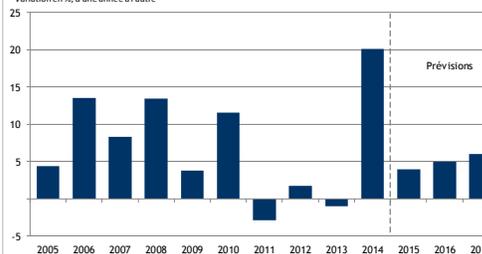
Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba : PIB de l'industrie de la construction

Variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,0	2,4	2,3	1,8	2,4	2,6
PIB nominal	6,4	3,5	3,5	3,2	4,0	4,8
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,6	1,1	1,1
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,6	5,3	4,9
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	1,5	4,4	4,1
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 800	6 300	6 000
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	2,2	2,0

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : exportations réelles

Milliards de dollars (2007) enchaînés



Source : Ministère des Finances de l'Ontario, Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario : revente d'habitations

Milliers d'unités, en chiffres désaisonnalisés et annualisés



Source : Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,3	1,3	2,7	2,1	2,5	2,7
PIB nominal	3,1	1,9	4,1	3,7	3,8	4,4
Emploi	0,7	1,8	0,8	0,7	1,2	1,0
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,4	4,4	3,9
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	70 200	68 500	59 000
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	2,1	1,9

Robert Hogue
Économiste principal

Des conditions propices à une croissance accrue

L'Ontario devrait figurer parmi les économies provinciales les plus dynamiques en 2016, compte tenu d'un taux de croissance prévu de 2,5 %. Un tel rythme constituerait une amélioration par rapport au taux prévu de 2,1 % en 2015 et donnerait lieu à une troisième année consécutive d'expansion supérieure à la moyenne nationale. Selon nous, plusieurs éléments sont susceptibles de stimuler l'économie ontarienne en 2016, dont la vigueur de l'économie aux États-Unis, la faiblesse du dollar canadien, des taux d'intérêt encore bas (bien qu'en hausse), la confiance des ménages, un essor avancé du marché du logement, une hausse des investissements des entreprises et l'augmentation de la construction d'infrastructures publiques. En fait, plusieurs de ces éléments étaient déjà présents en 2015 et auraient généré un taux de croissance supérieur à 2,1 % n'eût été l'apathie des exportations provinciales en début d'année. Comme les données les plus récentes font état d'une amélioration du commerce extérieur, nous croyons que les conditions sont réunies pour une accélération modérée de la croissance en Ontario dans la deuxième moitié de 2015 et en 2016. Notre prévision initiale pour 2017 se fonde sur un légère accélération du rythme à 2,7 %.

Une rotation de la croissance est toujours en cours...

L'économie de l'Ontario a donné certains signes d'une évolution vers une croissance portée davantage par des sources extérieures en 2015, mais les événements jusqu'à maintenant sont loin de traduire une rotation complète. D'abord, il a fallu attendre le deuxième trimestre pour observer des gains généralisés des exportations. Au premier trimestre, un recul considérable s'était produit (alors que les exportations réelles avaient fléchi de 7,8 % sur trois mois en données annualisées, selon le ministère des Finances de l'Ontario). Comme nous l'avons indiqué dans le numéro de septembre de *Perspectives provinciales*, ce déclin du début de l'année découle en grande partie du temps d'arrêt requis pour le réoutillage de deux usines de montage d'automobiles dans la province et d'interruptions dans les chaînes d'approvisionnement causées par une grève portuaire dans l'ouest des États-Unis. En outre, une diminution de l'importance du secteur du logement, qui pourrait bientôt être au bout de ses ressources après avoir été un important catalyseur de la croissance pendant plusieurs années dans la province, n'a toujours pas eu lieu. En fait, la très grande vigueur des activités de revente de maisons et de construction pendant la majeure partie de 2015 a continué de contribuer à la croissance provinciale directement et indirectement (p. ex., par leurs effets sur les ventes au détail). En résumé, les événements en 2015 se sont plus apparentés à des pas timides vers une diversification des sources de croissance qu'à une véritable rotation.

...et se poursuivra en 2016

D'après nos perspectives pour 2016, cette diversification de la croissance devrait se poursuivre dans la province. La robustesse de l'économie américaine et la faible valeur du dollar canadien devraient selon nous maintenir les exportations de biens et services de l'Ontario sur une solide trajectoire ascendante, tout en incitant les entreprises à accroître leurs investissements dans la province. Un tel raffermissement des dépenses en immobilisations viendrait s'ajouter aux hausses enregistrées en 2015. Parallèlement, nous prévoyons que les ménages de l'Ontario continueront de dépenser en 2016, encouragés par des gains sur le marché de l'emploi (surtout de postes à temps plein en 2015) et, dans le cas des propriétaires de maisons, par l'effet de richesse découlant de l'appréciation des logements. Bien qu'excessif dans certaines régions (comme Toronto), le marché ontarien du logement continuera de bénéficier d'une forte demande, qui gardera la construction résidentielle à des niveaux élevés selon les normes historiques. Dans le secteur public, un engagement ferme à tous les échelons du gouvernement visant la création d'infrastructures publiques (notamment pour le transport en commun) stimulera la construction non résidentielle dans la province.

Des résultats plus uniformes sont prévus en 2016

Après des résultats inégaux décevants en 2015 qui n'ont su offrir l'accélération espérée, nous prévoyons une croissance plus généralisée et plus uniforme dans l'ensemble des secteurs économiques au Québec en 2016. L'économie provinciale bénéficiera l'an prochain d'une croissance soutenue de la demande extérieure (principalement aux États-Unis), d'un raffermissement du secteur des ménages et d'une amélioration de la situation budgétaire de la province. Même si la plupart de ces facteurs ont eu une incidence positive en 2015, nous prévoyons que leurs effets bénéfiques prendront de l'ampleur et se propageront plus largement alors qu'ils gagnent en vitesse. Nous nous attendons à un regain de vie des exportations provinciales au cours de la prochaine année. Ce rebond alimentera l'activité manufacturière et divers liens au sein des chaînes d'approvisionnement. Dans la province, une création d'emplois stable, bien qu'encore modérée, nourrira la croissance soutenue des dépenses des ménages, tandis que l'amélioration de la confiance des entreprises appuiera les investissements non résidentiels, un segment régulièrement chétif de l'économie provinciale au cours des dernières années. Nous tablons sur une accélération de la croissance du PIB réel du Québec, qui passera de 1,3 % en 2015 à un sommet sur cinq ans de 1,9 % en 2016. Nous pensons que ce rythme accru sera en grande partie maintenu en 2017, notre prévision pour le PIB réel ne reculant que légèrement à 1,7 %.

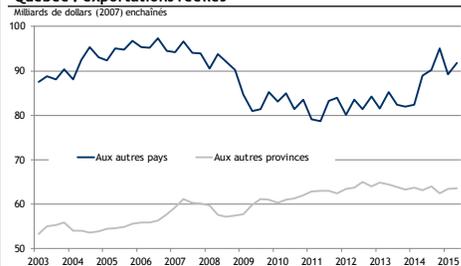
L'année 2015 a été décevante, mais les éléments sont en place...

D'après les indicateurs actuels disponibles, la performance économique du Québec en 2015 sera vraisemblablement un peu décevante. La croissance semble incapable de passer à la vitesse supérieure et, selon notre analyse, sera limitée à 1,3 % pour l'année. Ce résultat représenterait un léger ralentissement par rapport au taux de 1,5 % enregistré en 2014. Le principal problème freinant la croissance en 2015 est le manque d'uniformité. L'année a raisonnablement bien commencé grâce à un bon dynamisme des exportations de marchandises (dans la foulée de la deuxième moitié de 2014) et des dépenses des ménages. Cependant, le rythme s'est affaibli en milieu d'année, notamment au chapitre du commerce extérieur. Nous repérons quand même des éléments positifs qui sont de bon augure pour la période à venir. Selon des estimations de l'*Institut de la statistique du Québec* (ISQ), le PIB réel du secteur manufacturier s'est accru de 1,3 % sur un an au cours des sept premiers mois de 2015, et les exportations réelles de marchandises ont inscrit un solide gain de 5,3 % durant les neuf premiers mois de l'année, malgré un ralentissement en milieu d'année. Ces indicateurs nous portent à croire que les sources extérieures de croissance contribuent bel et bien à l'activité dans la province. Il est également encourageant de constater que l'emploi a progressé de 1,0 % sur un an au cours des 11 premiers mois de 2015. Il s'agit d'un heureux changement par rapport à une croissance nulle en 2014.

...pour une croissance économique plus rapide en 2016

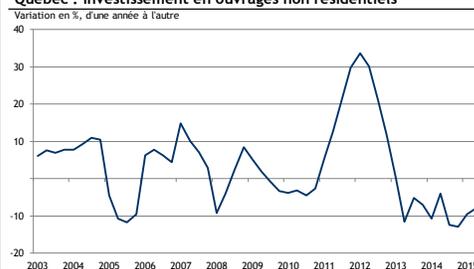
Fait important, la majorité des nouveaux emplois créés dans la province en 2015 sont des postes à temps plein. Nous croyons que l'amélioration des résultats et des perspectives du marché de l'emploi (nous tablons sur la poursuite d'une croissance modérée de l'emploi à un taux de 0,8 % en 2016) stimulera la confiance et le pouvoir d'achat des consommateurs en 2016. Cette situation favorisera l'activité intérieure dans la province, y compris dans les secteurs du commerce de détail et de l'habitation (même si l'offre abondante d'unités de copropriété récemment achevées continuera de peser sur la construction résidentielle). À notre avis, l'élimination du déficit budgétaire provincial au cours de l'exercice se terminant en mars 2016 renforcera la confiance aussi bien des consommateurs que des entreprises après des années de compressions. Tout regain de confiance des entreprises aidera à stabiliser la tendance baissière des investissements non résidentiels dans la province, de sorte que les firmes du Québec amélioreront leur position concurrentielle et tireront pleinement parti des occasions d'exportation. Les sources extérieures de croissance continueront de jouer un rôle clé dans les perspectives du Québec en 2016.

Québec : exportations réelles



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Québec : investissement en ouvrages non résidentiels



Source : Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

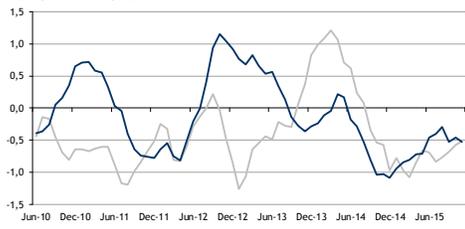
Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,0	1,2	1,5	1,3	1,9	1,7
PIB nominal	2,7	2,0	2,5	2,9	3,5	3,5
Emploi	0,8	1,4	0,0	1,0	0,8	0,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,6	7,4	7,1
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	1,2	3,9	3,4
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	36 400	35 500	33 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	2,0	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : Indicateurs du marché du travail

Mensuel, variation en %, d'une année à l'autre

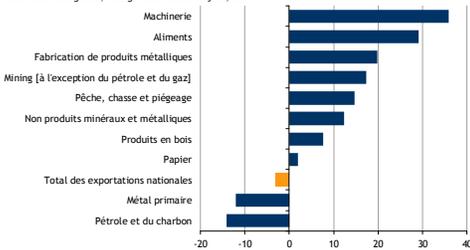


— Emploi (moyenne mobile sur 6 mois) — Population active (moyenne mobile sur 6 mois)

Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : exportations de marchandises

Certaines catégories, changement année à jour, %



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-1,0	0,4	-0,3	1,0	1,2	1,5
PIB nominal	0,7	0,4	0,6	2,6	2,8	3,5
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	-0,4	0,4	0,3
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,8	9,5	9,1
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	2,7	2,9	2,6
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	2 000	2 200	1 900
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,1

Gerard Walsh
Économiste

Des attentes d'une croissance accrue qui reposent sur les exportations

Les indicateurs économiques laissent entrevoir une croissance globale modeste en 2015 au Nouveau-Brunswick. Cependant, des signes indiquent que l'économie provinciale a entamé un redressement au fil de l'année, ce qui contribuera selon nous à une accélération du rythme en 2016. Les exportations hors énergie commencent à rebondir et la forte progression de l'emploi dans le secteur manufacturier en 2015 devrait se poursuivre, la conjoncture macroéconomique demeurant favorable. Nous nous attendons à ce que l'embauche dans les secteurs d'exportation alimente les dépenses de consommation et aide à stimuler l'économie intérieure, malgré un profil démographique qui reste défavorable. Après avoir crû de 1,0 % en 2015, la croissance du PIB réel du Nouveau-Brunswick s'accroîtra selon nous à 1,2 % en 2016 et à 1,5 % en 2017.

Des courants contraires dans le secteur de la construction

Le secteur de la construction a été ébranlé par l'anémie du marché du logement et le repli des investissements non résidentiels en 2015. Par conséquent, l'emploi dans le secteur a chuté de 14 % sur un an durant les 11 premiers mois de 2015. Il y a toutefois eu un certain répit à la fin de l'année, le projet de modernisation de la raffinerie de Saint John d'une valeur de 200 millions de dollars ayant créé des milliers d'emplois temporaires. Les perspectives pour la construction de nouveaux logements restent sombres. Cependant, les investissements non résidentiels aideront à soutenir la construction en 2016, car le gouvernement haussera ses dépenses liées à la construction de routes et de ponts, tandis que des investissements seront faits pour accroître la capacité des secteurs de la foresterie et de la transformation alimentaire.

L'emploi finira par progresser en 2016

Le Nouveau-Brunswick est de nouveau confronté à la perspective d'un recul de l'emploi en 2015 après plusieurs années de croissance presque nulle. Nous prévoyons qu'une accélération de la croissance économique se traduira par des gains d'emploi renouvelés, bien que modestes, pendant la période envisagée. Même si la progression de l'emploi sera sans doute limitée, le marché du travail devrait se resserrer, car la diminution de la population en âge de travailler exerce des pressions à la baisse sur la population active et le taux de chômage. L'augmentation de l'effectif du secteur public en 2015 a contribué à endiguer les pertes d'emplois dans la province, mais comme le gouvernement veut éviter de creuser son déficit estimé à 453 millions de dollars, ce soutien s'estompera probablement. Selon nous, c'est plutôt le secteur privé qui stimulera la croissance de l'emploi, car les emplois sont en hausse dans les secteurs d'exportation et l'augmentation récente de la rémunération moyenne et le raffermissement des dépenses de consommation se traduiront par de nouveaux emplois dans le secteur des services. La croissance des ventes au détail (excluant l'essence) a rebondi au cours des trois premiers trimestres de 2015, surtout dans les catégories de biens coûteux comme les véhicules automobiles et les meubles et les accessoires de maison, et des gains additionnels sont prévus pour l'an prochain.

Les exportations hors énergie commencent à décoller

Après avoir été rouverte pour satisfaire la demande internationale de potasse en 2014, la mine de Penobsquis est maintenant fermée. Les activités ont été transférées à la mine voisine Picadilly, où la production se dirige vers un niveau de plein rendement. Plus au nord, la mine Caribou mise en service récemment haussera sa production de divers minerais métalliques l'an prochain. La reprise de l'activité minière stimulera les exportations sectorielles et renforcera la forte croissance des catégories d'exportation hors énergie du Nouveau-Brunswick. Les exportations de produits alimentaires montent en flèche depuis le début de l'année grâce aux expéditions accrues de produits de la mer, tandis que les produits forestiers continuent d'enregistrer des gains à la faveur d'une hausse continue de la construction de logements aux États-Unis. De nouveaux investissements dans ces deux secteurs laissent entrevoir une progression continue en 2016 et 2017.

La construction navale sous-tend une croissance future plus robuste

Des révisions récentes au bilan économique de la Nouvelle-Écosse ont révélé que l'économie de la province avait à peine progressé depuis 2010. En outre, en raison du déclin plus rapide que prévu de la production de gaz naturel, nous croyons que 2015 sera une autre année d'expansion atone. Les perspectives sont toutefois plus prometteuses pour 2016 du fait du raffermissement du secteur de la construction, d'une année complète de travaux liés à l'important contrat de construction navale pour le gouvernement fédéral et de la hausse des exportations hors énergie. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel passera de 0,9 % en 2015 à 1,8 % en 2016, mais qu'un ralentissement de la construction la fera fléchir à 1,3 % en 2017.

Alors que le gaz naturel est en chute libre, les exportations hors énergie prennent la relève

En octobre, le projet Deep Panuke a recommencé à produire du gaz naturel après une mise hors service en mai qui reflétait son nouveau statut d'entreprise saisonnière. En raison du nouveau calendrier saisonnier, la production totale a beaucoup diminué en 2015 par rapport à 2014. Ce ralentissement, conjugué au déclin continu du gisement extracôtier de l'île de Sable (qui devrait être mis hors service dès 2017), signifie que le gaz naturel continuera sans doute à peser sur l'économie tout au long de la période envisagée. Cependant, des activités d'exploration se déroulant au large pourraient générer de futures occasions de production pour le secteur de la province. En 2015, plusieurs grandes sociétés d'énergie ont entrepris un programme de forage dans le cadre de travaux d'exploration d'une valeur de 2 milliards de dollars qui visent la découverte de nouveaux gisements. La baisse de la production de gaz naturel en 2015 a fortement miné les exportations de marchandises de la Nouvelle-Écosse, qui sont en recul depuis le début de l'année malgré les gains importants dans d'autres catégories. Portées par une progression dans le segment des produits de la mer, les exportations de produits alimentaires ont fortement augmenté, alors que les exportations de pneus ont rebondi après le réoutillage d'une usine de production dans la province. Nous nous attendons à ce que les exportations hors énergie continuent de croître en 2016, la robustesse de la demande extérieure et la faible valeur du dollar canadien demeurant des facteurs positifs.

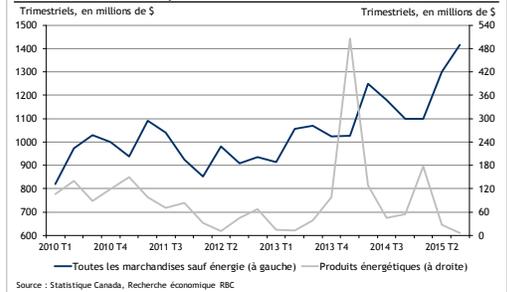
Le secteur manufacturier devrait bénéficier d'une année complète de travaux de construction navale

La cérémonie de découpage de tôles d'acier marquant le début de la fabrication de navires de patrouille extracôtiers de l'Arctique, un contrat de plusieurs milliards de dollars octroyé par le gouvernement fédéral, a eu lieu en septembre. L'activité manufacturière de la Nouvelle-Écosse sera fortement stimulée par la première année complète de travaux en 2016. Un accroissement de l'activité est prévu pendant la période envisagée, au fil des phases de construction des navires. Les travaux de construction navale créeront aussi une demande pour les chaînes d'approvisionnement d'autres secteurs de la province, à commencer par celui de la transformation des métaux. Malgré des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier depuis le début de 2015, une hausse a été enregistrée depuis l'été et l'accroissement de l'activité dans le secteur permet d'envisager de nouveaux gains.

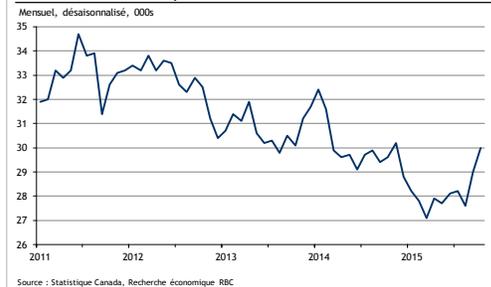
Hausse de l'activité dans la construction à l'approche de 2016

Les perspectives pour le secteur de la construction sont encourageantes à court terme, ce qui aura des retombées positives sur l'emploi dans un secteur en voie d'enregistrer sa deuxième année consécutive de pertes d'emplois en 2015. Soutenus par la construction de nouvelles structures à unités multiples à Halifax, les investissements résidentiels ont rebondi jusqu'à maintenant en 2015. En outre, la hausse des mises en chantier devrait être une source importante de travail pour le secteur à l'approche de 2016. Des projets d'envergure dans la province apporteront un soutien additionnel : l'activité liée au projet Maritime Link (une ligne de transport d'énergie entre le Cap-Breton et Terre-Neuve) atteindra un sommet et les travaux débiteront pour la réfection du tablier du pont Macdonald à Halifax pendant l'année. En 2017, le secteur de la construction pourrait freiner la croissance, car les travaux liés à de grands projets prendront fin et la détérioration continue du profil démographique entravera la construction résidentielle.

Nouvelle-Écosse : exportations de marchandises



Nouvelle-Écosse : emploi manufacturier



Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,8	1,3
PIB nominal	0,5	2,0	1,3	2,2	3,5	2,8
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,1	0,5	0,2
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,6	8,4	8,3
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	0,3	3,5	2,1
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	4 000	3 300	3 000
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,5	2,1	2,1

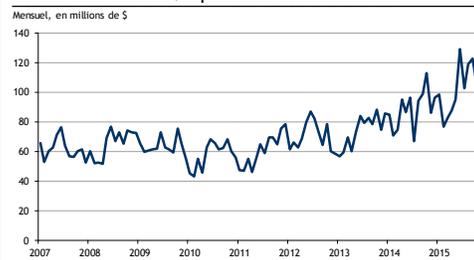
Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : exportations de marchandises



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,2	2,0	1,5	1,7	1,6	1,3
PIB nominal	2,7	3,8	3,8	3,5	3,1	3,3
Emploi	1,7	1,4	-0,1	-0,7	0,5	0,4
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,5	9,9	9,6
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	2,4	3,2	2,3
Mises en chantier (unités)	941	636	511	620	630	800
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,5	2,2	2,1

Gerard Walsh
Économiste

La croissance se maintient

Nous prévoyons que la croissance à l'Île-du-Prince-Édouard restera assez stable en 2016, les vigoureux secteurs provinciaux de l'exportation et de la construction demeurant de puissants moteurs d'expansion économique. À notre avis, le dynamisme de ces secteurs se répercutera de plus en plus sur le marché du travail, entraînant une reprise de l'embauche qui effacera en partie les pertes d'emplois des deux dernières années. Selon nos prévisions, le PIB réel devrait progresser de 1,7 % en 2015 et de 1,6 % en 2016, avant de ralentir légèrement à 1,3 % en 2017.

L'envolée des exportations continue de propulser la croissance

Après avoir dépassé 1 milliard de dollars pour la première fois en 2014, les exportations de marchandises de l'Île-du-Prince-Édouard devraient connaître une autre année record en 2015, en grande partie grâce à un bond des expéditions de produits alimentaires vers les États-Unis (qui affichent un gain impressionnant de 19 % depuis le début de l'année). Même si les exportations liées à l'aérospatiale ont fléchi au cours des neuf premiers mois de 2015, les exportations globales de produits manufacturés non alimentaires sont également en voie d'inscrire de solides gains en 2015, et contribuent sans aucun doute à une hausse de 9 % de l'emploi dans le secteur manufacturier en 2015. Nous estimons que l'essor des exportations manufacturières pourrait encore s'accélérer, alors que les nouveaux investissements liés à l'aérospatiale et la faiblesse du dollar canadien dynamisent le secteur. Il se peut que la dévaluation du huard incite aussi davantage de touristes à visiter la province. L'accroissement du nombre de visiteurs des États-Unis et d'ailleurs s'est notamment traduit par une hausse des séjours de plus de 24 heures en 2015.

Le marché de l'emploi devrait commencer à remonter la pente en 2016

Les conditions sur le marché du travail de l'Île-du-Prince-Édouard ont continué de dénoter une faiblesse décevante en 2015, de sorte que la province est sur le point de connaître une deuxième année consécutive de pertes d'emplois. Malgré les ressources inutilisées sur le marché du travail, la rémunération horaire moyenne des travailleurs a beaucoup augmenté et les insulaires ont réagi en déliant les cordons de la bourse : les ventes au détail (excluant l'essence) ont bondi, en particulier du côté des biens à prix élevé comme les véhicules automobiles (en hausse de 8,4 % depuis le début de l'année) et les meubles et accessoires de maison (en hausse de 8,9 %). À l'avenir, la vigueur continue des exportations devrait aider à relancer la création d'emplois dans la province et l'accroissement des dépenses de consommation devrait soutenir le secteur des services. Cependant, de piètres tendances démographiques constitueront un obstacle. La population en âge de travailler à l'Île-du-Prince-Édouard a diminué en 2015 et d'autres déclinés similaires sont prévus au fil du vieillissement de la population. Même s'il y a eu une accélération récente de l'immigration internationale à l'Île-du-Prince-Édouard, elle a été contrebalancée par une hausse de la migration interprovinciale, ce qui témoigne des problèmes démographiques de la province.

Un potentiel de croissance lié à la construction à court terme

Après un lent départ en 2015, les investissements résidentiels et les mises en chantier ont rebondi dans le courant de l'année, ce qui est de bon augure pour le secteur de la construction en 2016. Il se pourrait aussi que le secteur de la construction bénéficie, à la fin de 2016 et en 2017, d'un éventuel début des travaux d'installation d'un câble d'alimentation dans le détroit de Northumberland, un projet d'une valeur de plusieurs millions de dollars qui permettrait à l'île d'exporter de l'électricité issue de l'énergie éolienne. Le projet, qui a fait l'objet d'engagements de financement public, aiderait à compenser un plan d'immobilisations quinquennal frugal du gouvernement provincial, qui prévoit réduire ses investissements chaque année jusqu'à l'exercice 2019-2020.

Le marasme après la tempête

Des indicateurs donnent à penser que la contraction économique à Terre-Neuve-et-Labrador s'est amplifiée en 2015, la production pétrolière ayant fortement diminué pour des raisons structurelles et opérationnelles. Nous prévoyons une stabilisation de la production pétrolière en 2016, mais les dépenses en immobilisations devraient fléchir, car un certain nombre de projets majeurs franchiront leur pic d'activité. Ce plafonnement aura sans doute des répercussions négatives sur les dépenses de consommation et l'emploi qui accentueront la faiblesse économique. En outre, ces facteurs s'inscriront dans un contexte de restrictions dans le secteur public, le gouvernement s'attaquant à son lourd déficit. Après un recul estimatif de 3,5 % en 2015, nous nous attendons à ce que l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador progresse de 0,3 % en 2016 et de 0,5 % en 2017.

Une année à venir moins mouvementée (espérons-le) pour le pétrole et le gaz

La vive contraction de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador en 2015 découle principalement d'une chute de 20 % de la production pétrolière depuis le début de l'année, principalement attribuable aux gisements Hibernia et North Amethyst. En raison du recul de la production et de la faiblesse des prix, les recettes tirées de l'exportation de pétrole brut ont plongé de 3,0 milliards de dollars (52 %) au cours des trois premiers trimestres de 2015. La production devrait se stabiliser en 2016, car l'entrée en service de nouveaux puits compensera les baisses continues liées à l'épuisement de gisements arrivés à maturité. Une forte hausse de la production pétrolière aura lieu lors de la mise en service du projet Hebron, prévue en ce moment pour la fin de 2017. Malgré des difficultés à court terme, les perspectives à long terme pour le secteur du pétrole et du gaz se sont grandement améliorées grâce à une récente série de soumissions pour des droits d'exploration qui a suscité un engagement de 1,2 milliard de dollars pour des travaux à Flemish Pass.

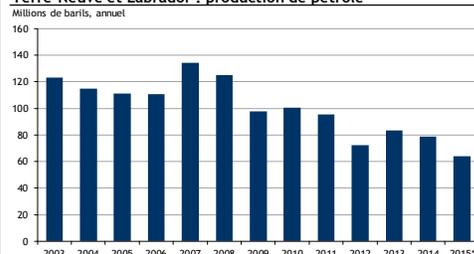
L'activité minière devrait s'intensifier malgré des prix encore faibles

Même si la faiblesse des prix du fer a entraîné la fin ou le report d'activités minières à Terre-Neuve-et-Labrador au cours des dernières années, les expéditions de minerai de fer devraient s'accroître de 16 % en 2015 grâce à une hausse de la production des projets existants. Une augmentation des dépenses en immobilisations est attendue dans le secteur minier en 2016, car la phase de construction d'une nouvelle mine de minerai de fer au Labrador approche et les travaux liés à une nouvelle mine de nickel souterraine à Voisey's Bay débuteront à la fin de l'année. Le nickel tiré des activités existantes à Voisey's Bay est maintenant expédié à l'usine de Long Harbour à des fins de traitement et d'exportation. Au cours de 2016, on s'attend à ce que l'usine cesse d'utiliser le concentré de nickel importé d'Indonésie pour s'approvisionner exclusivement à Voisey's Bay.

La construction a atteint son rythme maximal dans tous les segments de l'économie

Les dépenses en immobilisations devraient fléchir en 2016, car les deux plus grands projets de construction dans la province à l'heure actuelle, soit Hebron et Muskrat Falls, auront atteint leur phase de construction maximale. Bien que d'autres investissements prévus dans les secteurs des mines et du pétrole en mer devraient apporter un certain soutien, la fin de ces projets portera un dur coup au secteur de la construction, qui est déjà aux prises avec une activité atone dans le segment résidentiel. Les mises en chantier ont fortement baissé au cours des dix premiers mois de 2015 et devraient continuer de fléchir pendant la période envisagée, car les pertes d'emplois et la lenteur de la croissance démographique minent la demande de nouveaux logements.

Terre-Neuve et Labrador : production de pétrole



* Estimation annuelle basée sur la production de janvier à septembre
Source : C-NLOPB, Recherche économique RBC

Terre-Neuve et Labrador : mises en chantier



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-4,4	5,8	-2,0	-3,5	0,3	0,5
PIB nominal	-4,5	9,2	-4,2	-9,3	4,2	4,7
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,7	-0,6
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,7	13,3	13,0
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	0,3	0,3	0,7
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800	1 700
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,5	2,3	2,1

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P
T.-N. & L.	-2,0	-3,5	0,3	0,5	-4,2	-9,3	4,2	4,7	-1,7	-1,0	-1,7	-0,6	11,9	12,7	13,3	13,0	2,1	1,9	1,8	1,7	3,4	0,3	0,3	0,7	1,9	0,5	2,3	2,1
Î.-P.-É.	1,5	1,7	1,6	1,3	3,8	3,5	3,1	3,3	-0,1	-0,7	0,5	0,4	10,6	10,5	9,9	9,6	0,5	0,6	0,6	0,8	3,3	2,4	3,2	2,3	1,6	-0,5	2,2	2,1
N.-É.	0,6	0,9	1,8	1,3	1,3	2,2	3,5	2,8	-1,1	0,1	0,5	0,2	8,9	8,6	8,4	8,3	3,1	4,0	3,3	3,0	2,3	0,3	3,5	2,1	1,7	0,5	2,1	2,1
N.-B.	-0,3	1,0	1,2	1,5	0,6	2,6	2,8	3,5	-0,2	-0,4	0,4	0,3	10,0	9,8	9,5	9,1	2,3	2,0	2,2	1,9	3,8	2,7	2,9	2,6	1,5	0,5	2,2	2,1
QUÉ.	1,5	1,3	1,9	1,7	2,5	2,9	3,5	3,5	0,0	1,0	0,8	0,7	7,7	7,6	7,4	7,1	38,8	36,4	35,5	33,5	1,7	1,2	3,9	3,4	1,4	1,1	2,0	2,0
ONT.	2,7	2,1	2,5	2,7	4,1	3,7	3,8	4,4	0,8	0,7	1,2	1,0	7,3	6,8	6,5	6,1	59,1	70,2	68,5	59,0	5,0	4,4	4,4	3,9	2,3	1,2	2,1	1,9
MAN.	2,3	1,8	2,4	2,6	3,5	3,2	4,0	4,8	0,1	1,6	1,1	1,1	5,4	5,6	5,3	4,9	6,2	5,8	6,3	6,0	4,3	1,5	4,4	4,1	1,8	1,2	2,2	2,0
SASK.	1,9	-0,6	2,5	1,8	-0,9	-3,9	5,4	5,4	1,0	0,5	1,0	1,0	3,8	5,0	5,8	4,8	8,3	5,0	6,0	6,5	4,6	-2,6	2,9	3,8	2,4	1,6	2,4	2,5
ALB.	4,8	-1,3	0,9	2,7	9,1	-8,8	5,2	7,5	2,2	1,3	-1,1	1,6	4,7	5,9	6,9	5,7	40,6	37,1	29,3	32,5	7,5	-3,1	1,3	3,2	2,6	1,1	1,8	1,7
C.-B.	3,2	2,9	3,1	2,9	4,7	4,5	4,8	5,2	0,6	1,3	1,8	0,7	6,1	6,0	5,8	5,8	28,4	32,2	33,0	27,5	5,6	6,8	4,7	3,9	1,0	1,1	2,1	1,7
CANADA	2,5	1,2	2,2	2,7	4,3	0,9	4,2	5,2	0,6	0,9	0,8	0,9	6,9	6,9	6,8	6,4	189	195	186	172	4,6	2,2	3,7	3,5	2,0	1,1	2,1	1,9

Tableau comparatif

2014, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	529	146	942	755	8 215	13 678	1 280	1 122	4 121	4 638
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,5	6,0	39,1	32,1	370,1	722,0	64,1	82,8	375,8	237,2
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,7	5,1	35,8	28,4	334,1	648,4	58,3	63,1	320,1	222,9
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,7	0,3	2,0	1,6	18,8	36,6	3,2	4,2	19,0	12,0
Croissance PIB réel (TAC, 2009-14, %)	1,5	1,8	0,6	0,3	1,6	2,2	2,5	3,9	5,0	2,7
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 347	35 071	37 944	37 685	40 670	47 402	45 539	56 249	77 680	48 048
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2009-14, %)	1,0	0,9	0,5	0,1	0,6	1,1	1,4	2,2	2,7	1,7
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 915	26 368	27 482	26 912	26 046	29 687	27 478	32 249	40 495	31 460
Croissance de l'emploi (TAC, 2009-14, %)	2,1	1,7	-0,1	-0,3	1,0	1,3	0,8	1,7	2,3	0,8
Taux d'emploi (nov. 2015 %)	53,2	60,7	57,0	56,7	59,7	60,6	64,2	67,0	67,8	60,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2015)	13,5	9,1	8,1	9,3	8,4	7,7	7,2	7,0	8,0	7,6
Production manufacturière (% du PIB)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	47,3	68,5	73,1	67,2	59,4	57,4	57,4	42,6	38,8	64,6
Exportations (% du PIB)	40,7	18,6	20,7	45,7	27,7	33,6	27,0	45,9	34,9	22,4

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 768	194 987	200 324	206 360	211 427	215 901	222 868	229 331	236 532	243 497
	évolution (%)	0,7	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,1	3,2	2,9	3,1	2,9
PIB nominal	millions de \$	204 406	196 250	205 117	216 786	221 414	226 605	237 188	247 913	259 788	273 321
	évolution (%)	3,1	-4,0	4,5	5,7	2,1	2,3	4,7	4,5	4,8	5,2
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 307	2 348	2 364
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,3	1,8	0,7
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,0	5,8	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 751	74 095	76 986
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,8	4,7	3,9
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	32 200	33 000	27 500
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	13,6	2,5	-16,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,8	124,9
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	2,1	1,7

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	265 165	250 510	262 720	279 655	290 544	305 353	320 113	315 952	318 795	327 403
	évolution (%)	1,6	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,1	4,8	-1,3	0,9	2,7
PIB nominal	millions de \$	296 072	245 690	270 049	299 521	312 485	344 452	375 756	342 737	360 692	387 840
	évolution (%)	13,5	-17,0	9,9	10,9	4,3	10,2	9,1	-8,8	5,2	7,5
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 304	2 279	2 315
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,3	-1,1	1,6
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	5,9	6,9	5,7
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	76 173	77 164	79 627
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-3,1	1,3	3,2
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 100	29 300	32 500
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,6	-21,0	10,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	136,2	138,5
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,1	1,8	1,7

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 139	52 195	54 647	57 545	58 514	61 929	63 127	62 748	64 317	65 503
	évolution (%)	5,3	-5,3	4,7	5,3	1,7	5,8	1,9	-0,6	2,5	1,8
PIB nominal	millions de \$	67 619	60 080	63 368	74 821	77 957	83 496	82 780	79 548	83 820	88 354
	évolution (%)	29,1	-11,1	5,5	18,1	4,2	7,1	-0,9	-3,9	5,4	5,4
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	574	580	586
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	1,0	1,0
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	5,8	4,8
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 637	19 185	19 906
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-2,6	2,9	3,8
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 000	6 000	6 500
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-39,4	20,0	8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	133,9	137,2
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	2,4	2,5

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 544	51 464	52 736	54 045	55 674	57 005	58 301	59 350	60 775	62 382
	évolution (%)	3,7	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,4	2,3	1,8	2,4	2,6
PIB nominal	millions de \$	52 154	50 804	53 308	56 197	59 781	61 897	64 077	66 139	68 810	72 113
	évolution (%)	4,9	-2,6	4,9	5,4	6,4	3,5	3,5	3,2	4,0	4,8
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	637	644	651
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	1,1	1,1
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	5,3	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 307	19 110	19 884
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,5	4,4	4,1
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 800	6 300	6 000
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-6,8	8,6	-4,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,7	129,6	132,2
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	2,2	2,0

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	601 723	582 904	600 131	614 606	622 717	631 068	648 352	661 967	678 781	697 410
	évolution (%)	0,0	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,3	2,7	2,1	2,5	2,7
PIB nominal	millions de \$	608 446	597 882	630 989	659 743	680 084	693 210	721 970	748 788	777 405	811 520
	évolution (%)	1,1	-1,7	5,5	4,6	3,1	1,9	4,1	3,7	3,8	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 924	7 009	7 079
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,2	1,0
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 510	192 545	200 072
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,4	4,4	3,9
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 200	68 500	59 000
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,7	-2,4	-13,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	130,1	132,5
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	2,1	1,9

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 945	309 359	315 708	321 647	324 993	329 038	334 103	338 446	345 012	351 031
	évolution (%)	1,9	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,2	1,5	1,3	1,9	1,7
PIB nominal	millions de \$	314 380	314 541	328 138	344 735	354 040	361 211	370 064	380 624	393 828	407 670
	évolution (%)	2,7	0,1	4,3	5,1	2,7	2,0	2,5	2,9	3,5	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 101	4 132	4 161
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	1,0	0,8	0,7
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,4	7,1
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	109 402	113 667	117 476
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	1,2	3,9	3,4
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	36 400	35 500	33 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-6,2	-2,5	-5,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	127,3	129,8
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	2,0	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 501	28 080	28 643	28 702	28 417	28 530	28 436	28 732	29 077	29 513
	évolution (%)	0,8	-1,5	2,0	0,2	-1,0	0,4	-0,3	1,0	1,2	1,5
PIB nominal	millions de \$	28 779	28 857	30 213	31 500	31 723	31 857	32 056	32 899	33 826	35 003
	évolution (%)	1,7	0,3	4,7	4,3	0,7	0,4	0,6	2,6	2,8	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	352	354	355
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,4	0,4	0,3
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,5	9,1
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 837	12 175	12 494
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,7	2,9	2,6
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	2 000	2 200	1 900
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,1	10,0	-13,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,5	128,2	130,8
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,1

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 618	34 721	35 693	35 884	35 567	35 562	35 758	36 080	36 729	37 207
	évolution (%)	2,0	0,3	2,8	0,5	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,8	1,3
PIB nominal	millions de \$	35 416	34 931	36 849	37 652	37 835	38 576	39 077	39 948	41 358	42 524
	évolution (%)	4,3	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,0	1,3	2,2	3,5	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	448	450	451
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	0,5	0,2
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,4	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 956	14 441	14 740
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	0,3	3,5	2,1
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	4 000	3 300	3 000
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	30,9	-17,5	-9,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,4	132,1	134,9
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,5	2,1	2,1

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 683	4 695	4 800	4 895	4 952	5 051	5 126	5 213	5 297	5 368
	évolution (%)	1,1	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,7	1,6	1,3
PIB nominal	millions de \$	4 754	4 927	5 222	5 424	5 573	5 783	6 003	6 214	6 409	6 621
	évolution (%)	2,7	3,6	6,0	3,9	2,7	3,8	3,8	3,5	3,1	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	74	74	74
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-0,7	0,5	0,4
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	9,9	9,6
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 052	2 118	2 166
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,4	3,2	2,3
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	620	630	800
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	21,3	1,6	27,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,5	132,3	135,1
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,5	2,2	2,1

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 629	25 740	27 164	27 946	26 719	28 272	27 695	26 726	26 806	26 952
	évolution (%)	-1,5	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,8	-2,0	-3,5	0,3	0,5
PIB nominal	millions de \$	31 572	25 001	29 085	33 539	32 032	34 991	33 514	30 398	31 678	33 156
	évolution (%)	8,6	-20,8	16,3	15,3	-4,5	9,2	-4,2	-9,3	4,2	4,7
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	236	232	231
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,7	-0,6
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,7	13,3	13,0
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 907	8 936	8 994
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,3	0,3	0,7
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 900	1 800	1 700
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-10,3	-5,3	-5,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,1	132,1	134,8
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,5	2,3	2,1

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.